



Le Président



Monsieur Philippe de Ladoucette
Président
COMMISSION DE RÉGULATION DE L'ÉNERGIE
2, rue du Quatre-Septembre
75084 Paris Cedex 02

→ D. J. 07.

Paris, le 23 avril 2009

Monsieur le Président,

La CRE a soumis à consultation publique une note sur les principes de calcul du coût évité par l'obligation d'achat en métropole.

Avant de rentrer dans l'analyse de ce document, je souhaite en préambule rappeler que les énergies renouvelables ne recouvrent qu'une très faible part du montant des charges couvertes par la CSPE comme le montre la communication de votre Commission en date du 11 février 2009. L'essentiel des coûts supportés au titre du service public de l'électricité est, en effet, lié à la péréquation tarifaire et à la cogénération.

Bien entendu, le poids dans la CSPE de l'obligation d'achat liée aux énergies renouvelables est appelé à croître significativement afin de nous permettre d'atteindre les objectifs fixés tant au niveau européen qu'au niveau français. Je suis pour ma part convaincu que ce développement souhaitable du point de vue environnemental l'est également du point de vue économique et qu'il nous permettra de disposer à terme d'un parc de production compétitif et non exposé aux fluctuations du prix des combustibles fossiles.

Or le système de l'obligation d'achat est essentiel pour assurer le développement des énergies renouvelables car il fournit un cadre économique pérenne absolument crucial pour financer des investissements qui s'amortissent sur des durées nécessairement longues. Les évolutions erratiques des prix sur les marchés de l'électricité, allant de près de 100€/MWh en octobre 2008 à 45€/MWh en mars 2009 pour le prix spot day-ahead de Powernext par exemple, montrent toute la pertinence de ce dispositif qui a permis partout dans le monde le développement des énergies renouvelables électriques.

Pour en venir plus précisément à la note que vous avez soumise à consultation publique, elle appelle de ma part deux observations générales :

1/ Sur l'évaluation de la puissance garantie pour les filières d'énergie renouvelables, il est pertinent d'afficher un coefficient plus important en hiver qu'en été. Sans entrer dans le détail exact des chiffres qui devraient faire l'objet de simulations avec RTE et ERDF, il est en effet clair que la production éolienne est plus importante en saison hivernale que durant l'été, ce qui est un avantage méconnu de cette filière.

2/ Sur le changement de méthode d'évaluation du prix de marché, votre note propose un changement de référentiel en passant d'une logique de « prix spot day-ahead » à une logique de « contrats futures à terme moyennés sur deux ans ». Nous comprenons que cette nouvelle méthode, d'une grande complexité, ne devrait pas se traduire en moyenne par un changement du coût de l'obligation d'achat couvert par la CSPE : en effet, théoriquement, le prix du contrat future à terme a autant de chances d'être supérieur qu'inférieur au prix du prix spot le jour de livraison du contrat. En pratique, nous appelons néanmoins à la prudence, compte tenu des volumes en jeu (30TWh) et du fonctionnement encore imparfait des marchés. A cet égard, je suggère qu'une évaluation, dont les résultats seraient publics, soit menée par la CRE avec Powernext sur les conséquences de la mise en place de ces nouvelles règles tant sur le prix du marché spot que sur prix du marché à terme.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

Le Président du SER

P/O Le Délégué général



Jean-Philippe Roudil